

Les femmes et l'eau, en Afrique

Nulle part ailleurs dans le monde les ravages entraînés par le manque d'eau et d'assainissement ne sont aussi criants qu'en Afrique et aussi la division sexuée des rôles dans la gestion des ressources naturelles. La communauté internationale en a pris conscience, des progrès ont été accomplis. Mais les Objectifs de développement du millénaire ne pourront être atteints tant que la lutte contre les disparités entre hommes et femmes ne sera pas le fil rouge des programmes d'adduction d'eau et d'assainissement. Du Mozambique au Burkina Faso en passant par la Zambie, l'Ouganda ou l'Afrique du Sud, des expériences remarquables ont fait la preuve du rôle crucial des femmes. Il y a urgence à les généraliser à tout le continent.

par Eirah Gorre-Dale (*)

« **N**ous n'avons pas le choix. C'est : boire ça, ou mourir de soif... ».

Le visage ruisselant de sueur, des femmes mènent des ânes lourdement chargés de jerrycans vers la rive sablonneuse d'une rivière. Deux ânes refusent d'avancer, obligeant Kamene Munyoke à les tirer jusqu'à la rive, où une cinquantaine de femmes font la queue, attendant pour remplir leurs récipients. A mains nues, les femmes creusent le sable, jusqu'à ce qu'un mince filet d'eau apparaisse. Bien que cette eau soit brunâtre - et saumâtre - elles la puisent et en remplissent leurs jerrycans. « Nous faisons dix kilomètres, chaque jour, pour aller chercher de

l'eau et, de nouveau, dix kilomètres pour la ramener chez nous. Ici, c'est l'endroit le plus proche où nous trouvons de l'eau pour boire », dit Munyoki, qui ajoute : « Nous n'avons pas le choix. C'est : boire ça, ou mourir de soif... » (Joyce Mulama, depuis Mwingi, au Kenya).

Dans les 20 ans qui viennent, l'eau potable deviendra la ressource naturelle la plus précieuse, essentielle qu'elle est à l'entretien de la vie et au développement durable des différents peuples. L'eau représentera sans doute une des causes essentielles des tensions socio-politiques et son contrôle est appelé à devenir

une source de puissance et aussi la clé du développement économique.

Même si un certain progrès a été accompli, récemment, par la communauté internationale pour traiter ce problème, ce progrès ne s'est pas spécifiquement focalisé sur le partage équitable du pouvoir, de l'accès à l'emploi et du contrôle des ressources naturelles entre les hommes et les femmes. Dans la plupart des cultures, les femmes sont, au premier chef, responsables de l'utilisation et de la gestion des ressources en eau, ainsi que de la propreté et de la santé au niveau du foyer. De

plus, les femmes et les filles sont contraintes de marcher de longues heures, quotidiennement, pour une corvée d'eau à laquelle les hommes ne se plient qu'exceptionnellement. Nulle part ailleurs dans le monde cette division sexuée des rôles, ainsi que l'impact sévère du manque d'eau et des infrastructures d'assainissement, ne sautent autant aux yeux qu'en Afrique, où ce sont près de 288 millions de personnes qui sont privées d'accès à l'eau potable et où un individu sur trois, seulement, a accès à un assainissement de

base. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef, dans un village africain type, sur 1 000 habitants, moins de 400 ont accès à des latrines, et en moyenne, près de vingt souffrent chaque jour de diarrhée et autres maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau. Notons que ce sont les filles et les femmes qui en souffrent le plus.

Une étude effectuée par l'Unicef en 2002, portant sur les foyers de 23 pays subsahariens, a montré qu'un quart des femmes passait trente minutes, chaque jour, à puiser

et à transporter de l'eau, et que 19 % d'entre elles consacraient à ces tâches une heure, voire plus. Là où des points d'eau et des installations sanitaires sont disponibles, on constate dans la population féminine une plus grande estime de soi, moins de harcèlement subi par les femmes et une meilleure assiduité scolaire des filles : ces trois éléments ont été cités comme les principaux bénéfices retirés de ces améliorations par la population enquêtée en Ethiopie, en Tanzanie et dans d'autres pays couverts par l'étude.



David Boucharie

Nulle part ailleurs dans le Monde, la division sexuée des rôles ainsi que l'impact sévère du manque d'eau ne sautent autant aux yeux qu'en Afrique. Ainsi, les femmes et les filles sont contraintes de marcher de longues heures, quotidiennement, pour une corvée d'eau à laquelle les hommes ne se plient qu'exceptionnellement.

L'Afrique atteindra-t-elle l'objectif de développement du millénaire d'ici 2015 ?

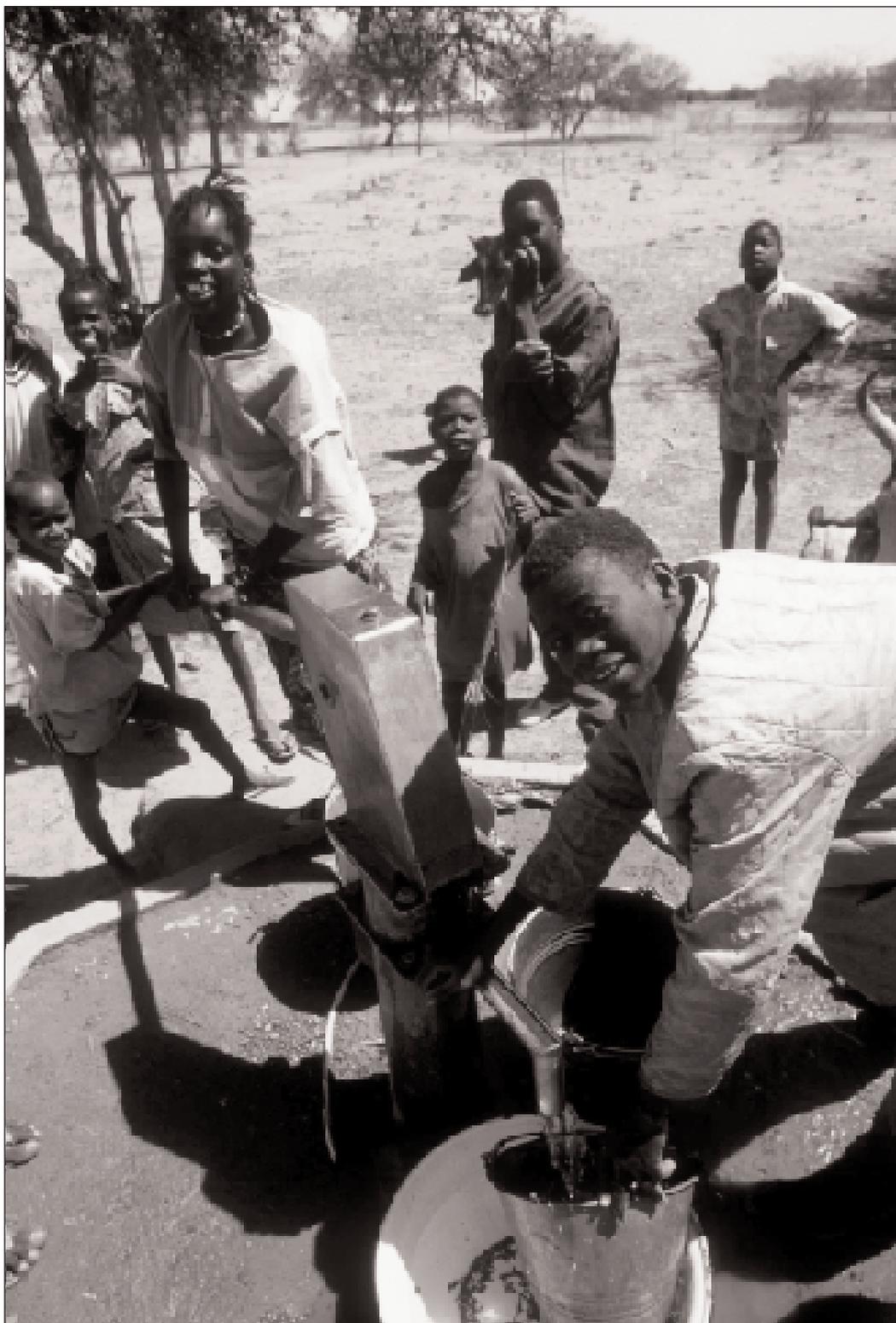
Le manque d'eau potable et d'installations sanitaires demeure un des problèmes de santé les plus prégnants au plan mondial. Dans le monde entier, ce sont quelque 1,1 milliard de personnes qui continuent à manquer d'eau saine et 2,6 milliards qui ne disposent pas d'installations d'assainissement, indique le rapport 2005 publié par l'OMS et l'Unicef, sous le titre : « De l'eau, pour la vie » (*Water for Life*). Les dirigeants mondiaux sont convenus, lors du Sommet mondial du développement durable réuni à Johannesburg en 2002, de réduire de moitié le nombre des personnes n'ayant pas accès à une eau saine et à des installations d'assainissement, à l'horizon 2015. L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde qui risque de ne pas atteindre l'Objectif de développement du millénaire (*Millennium Development Goal - MDG*), tant en matière d'eau assainie que d'assainissement de base, à moins que le monde n'agisse promptement, afin de redresser la barre.

Mais, en dépit de progrès notables dans certains pays, seuls 58 % des Africains vivent actuellement à moins de trente minutes d'un point d'eau aménagé, et 36 % seulement ont accès à des toilettes rudimentaires. Les conséquences sont particulièrement graves pour les femmes et les enfants condamnés à mener une existence faite de maladies, d'opportunités perdues et d'esclavage virtuel. En Afrique rurale, 19 % des femmes passent plus d'une heure à effectuer chaque trajet pour aller chercher de l'eau. Il s'agit là d'une corvée épuisante et trop souvent dangereuse, qui les empêche de travailler et de faire des études. En l'absence de toilettes, les femmes sont contraintes à se soulager dans la nature, mettant en danger tant leur dignité

que leur sécurité personnelle. L'éducation s'en ressent, elle aussi : plus de la moitié des filles qui abandonnent l'école primaire le font à cause de l'absence de toilettes séparées et d'accès aisé à une eau saine. Une eau douteuse, un assainissement déficient et une hygiène insuffisante sont trois éléments qui jouent un rôle majeur dans les taux de mortalité infantile élevés. La diarrhée est la principale cause de mortalité infantile, après les pneumonies et le paludisme : elle est à l'origine des 701 000 décès d'enfants, sur les 4,4 millions qui sont déplorés chaque année sur le continent africain. Elle laisse derrière elle des millions d'enfants souffrant de malnutrition chronique, elle-même cause de plus de la moitié de la mortalité infantile totale. La tâche de

En Afrique du Sud, la participation des femmes s'est accrue, à tous les niveaux, dans le domaine de la gestion de l'eau, en raison de mesures de discrimination positive adoptées afin de motiver et d'encourager les femmes, dont notamment la remise annuelle des prix *Women in Water Awards* et une bourse accordée à de jeunes femmes afin de les encourager à embrasser des carrières dans les secteurs

économiques liés à la gestion de l'eau. Les lois sud-africaines sont marquées par un « biais sexué », qui a pour effet que le gouvernement ne peut fournir des matériels ou des services qu'à des entreprises dont au minimum 30 % des emplois sont tenus par des femmes. Une telle participation « encouragée » a donné aux femmes assez de confiance pour leur permettre de s'émanciper.



David Boucheite

Les femmes sont susceptibles de devenir des acteurs clés du changement, si on leur donne leurs responsabilités. Premières victimes de l'eau polluée et du manque d'assainissement, c'est par elles que nous devons commencer si nous voulons libérer l'Afrique de ses cercles vicieux de maladie, de mortalité infantile et de basse productivité.

soigner les membres de la famille tombés malades incombe inmanquablement aux femmes et aux filles, ce qui les maintient à la maison et les coupe de la vie active.

C'est la raison pour laquelle un groupe de femmes est à la pointe du combat pour placer l'eau, l'assainissement et l'hygiène en tête de l'ordre du jour politique. « Une eau non saine, un assainissement inadéquat et une hygiène déficiente jouent un rôle majeur dans la mortalité infantile », dit Mme Ann M. Veneman, Directrice de l'Unicef, qui a depuis peu rejoint, en tant que partie prenante, l'initiative WASH (*Women Leaders for Water, Sanitation and Hygiene*) des « Femmes dirigeantes en faveur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ». Les deux initiatrices de cette action, lancée par le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (*Water Supply and Sanitation Collaborative Council - WSSCC*) en décembre 2004, à l'occasion du *Global Wash Forum* réuni à Dakar (Sénégal), sont son Excellence Mme Maria Mutagamba, Ministre d'Etat ougandaise de l'Eau et Présidente du Conseil des Ministres africains de l'Eau (*African Ministers' Council on Water - AMCOW*), et son Excellence Mme Hilde F. Johnson, Ministre norvégienne du Développement internatio-

nal. Les femmes dirigeantes de l'initiative WASH aident les gouvernements à initier les femmes à des programmes d'assainissement et d'hygiène et elles soutiennent les efforts en vue d'atteindre un nouvel Objectif de développement du millénaire, consistant à assurer l'eau et l'assainissement dans toutes les écoles primaires, à l'horizon 2015. L'initiative se concentre sur la situation existante et les besoins des femmes et des filles des pays en développement. Elle vise à assurer la promotion d'une égalité accrue entre les sexes en matière de prise de décision, d'installation et de gestion de services de fourniture d'eau potable. « Le fait d'apporter cette aide aux femmes et aux filles se traduira par de meilleurs services pour tout le monde, et cela bénéficiera à des communautés entières », a indiqué la Ministre Mme Mutagamba. « En Ouganda, nous avons vu avec quelle rapidité l'assiduité scolaire peut s'améliorer et les pathologies chuter, dès lors que les écoles disposent de l'eau potable et de toilettes séparées, pour les filles et les garçons. Nous n'aurions aucune excuse si nous n'apportions pas efficacement ces améliorations et si nous ne mettions pas en pratique ces interventions en matière de développement durable partout où nous le pouvons », a-t-elle ajouté. Pour sa part, Mme la Ministre Johnson, représen-

tant les donateurs du groupe, a déclaré : « Les femmes sont susceptibles de devenir des acteurs clés du changement, si on leur donne leurs responsabilités et si elles peuvent s'impliquer et s'engager. Premières victimes de l'eau polluée et du manque d'assainissement, c'est par elles que nous devons commencer si nous voulons libérer l'Afrique de ses cercles vicieux de maladie, de mortalité infantile et de basse productivité ». L'initiative continuera sa politique de popularisation au niveau international, mais elle entend mobiliser aussi les femmes et d'autres dirigeants, au niveau local, là où des actions indispensables sont le plus nécessaires, c'est-à-dire tout particulièrement en Afrique.

Combl la disparité entre les sexes

Les insuffisances en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement affectent tous les membres d'un foyer, mais pas de manière égale. Pour les hommes, le manque d'eau potable d'une qualité satisfaisante et d'assainissement signifie qu'ils sont moins productifs et que, par conséquent, ils gagnent moins d'argent, puisque plus souvent malades. Ils peuvent aussi souffrir d'un

manque de prestige, en comparaison avec des voisins bénéficiant de services améliorés. Le rapport 2005 OMS/Unicef cite les pénalités suivantes, dont les femmes et les filles sont les victimes, non seulement en Afrique, mais aussi dans beaucoup d'autres régions du monde en développement :

- ✓ les mères et les sœurs sont les principales responsables de l'approvisionnement en eau dont la famille a besoin pour boire, se laver, faire la cuisine

et pour d'autres usages domestiques ;

- ✓ les femmes sont confrontées au défi de maintenir une hygiène domestique de base et de conserver en permanence propres leurs mains et leur corps, ainsi que ceux de leurs enfants, afin de ne pas contaminer l'eau en réserve dont elles ont besoin pour la boisson et la cuisine ;

- ✓ les enfants malades requièrent de la femme une part considérable de son temps, qui, sans cela, pourrait être

consacrée à d'autres activités fondamentales ;

- ✓ pour les femmes enceintes, l'accès à une eau de bonne qualité en quantités suffisantes est très important, car cela peut les protéger contre des maladies très graves, comme l'hépatite. Le fait pour elles d'accoucher dans des centres de soins ne disposant pas d'une eau satisfaisante et où les déchets médicaux sont mal gérés accroît le risque de maladies puerpérales et néonatales ;



David Bouchérie

Les arguments plaidant en faveur d'une implication accrue des femmes ne manquent pas. La préoccupation quotidienne des femmes, relative à la corvée d'eau et à son utilisation, amène à penser qu'elles connaissent mieux les ressources et qu'elles sont intéressées à leur fiabilité, ce qui fait d'elles des gestionnaires particulièrement motivées.

✓ dans les foyers ruraux pauvres, ce sont en général les femmes qui cultivent des potagers et ce sont elles qui, souvent, entretiennent une basse-cour. Cela nécessite beaucoup d'eau. C'est aussi le cas des micro-entreprises, comme celles produisant des briques ou des produits alimentaires transformés, et qui peuvent représenter la solution permettant à des familles pauvres de sortir de l'indigence.

Le succès dépend de l'implication des femmes

Il appartient aux femmes et aux hommes de décider des meilleurs aménagements possibles à apporter à leurs villages en matière d'eau et d'assainissement. La négligence, par le passé, des besoins des femmes a parfois abouti à des installations toutes neuves pleines de bonnes intentions, mais qui sont devenues hors d'usage. Beaucoup d'études ont montré que l'installation d'une chasse d'eau peut apporter une amélioration considérable à l'hygiène familiale. Encore faut-il qu'il y ait un robinet d'eau potable à proximité. Atteindre les Objectifs du millénaire exigera des projets

Dans le district de Kilombero, en Tanzanie, un puits aménagé par une ONG s'était tari, peu de temps après sa mise en service. Les développeurs parlèrent aux femmes concernées afin de mettre au jour ce qui s'était passé. Les femmes signalèrent que l'emplacement du puits avait été décidé par un comité local exclusivement masculin. Ceci, bien que la localisation du puits ait été décidée exclusivement en fonction de considérations géographiques... ce qui s'avéra d'ailleurs une erreur. Bien sûr, les femmes ont admis

qu'il était important de prendre en considération également les données géologiques. Il n'est pas rare que les femmes tanzaniennes privées d'accès à l'eau doivent creuser à la main, pour en trouver. Généralement, elles connaissent les endroits où trouver une eau de la meilleure qualité possible. Depuis cet incident, les femmes du district de Kilombero sont impliquées dans le choix des localisations des forages (Maya Tissafi, in Schweiz Global, *Gute-Politik fordert die Entwicklung*, avril 2004).

qui, par les améliorations apportées aux installations d'eau, satisferont aux besoins des gens et sauront susciter leur adhésion et les convaincre d'investir dans des technologies et des niveaux de service plus appropriés. Il a été largement démontré que l'influence des femmes dans la planification, le financement et la maintenance des projets des villages sont une garantie de succès sur le long terme. Les femmes commencent à accéder à des fonctions dirigeantes dans ce secteur. Toutefois, il existe toujours une disparité entre les effectifs de femmes et d'hommes chargés de fonctions décisionnaires de haut niveau, au plan national.

En Afrique, le plus gros du processus de prise de décisions locales, au niveau du village, est aussi, bien souvent, la chasse gardée des hommes et le manque de participation des femmes est de plus en plus identifié comme représentant une importante cause d'échec des projets.

Une plus grande implication des femmes et l'adoption d'approches prenant en compte la parité entre les sexes sont de plus en plus considérées comme des éléments fondamentaux permettant d'atteindre les Objectifs du millénaire et la réalisation des projets visés. Au cours des vingt années écoulées, il est devenu de plus en plus évident que les seules

solutions techniques ne suffisent pas à garantir un accès équitable et sûr aux ressources en eau. Cette prise de conscience généralisée a conduit à une focalisation plus importante sur la gouvernance des ressources hydriques, et en particulier sur des approches très localisées, en matière de gestion. Les arguments plaidant en faveur d'une implication accrue des femmes ne manquent pas. La préoccupation quotidienne des femmes, relative à la corvée d'eau et à son utilisation, amène à penser qu'elles connaissent mieux les ressources et qu'elles sont intéressées à leur fiabilité, ce qui fait d'elles des gestionnaires particulièrement motivées. Les préoccupations relatives aux disparités entre les sexes sont généralement considérées comme étant automatiquement intégrées aux approches participatives à l'échelle des villages, bien que tel ne soit pas nécessairement le cas.

L'Afrique du Sud montre la voie de l'égalité entre les sexes. Des réformes massives du secteur de l'eau ont été entreprises dans ce pays, dans le cadre d'un processus participatif initié en 1997. Au cœur du nouveau cadre de travail, il y a des agences de gestion des captages, dont les conseils de gestion incluent une grande variété de parties prenantes et qui doivent respecter une

égale représentation des deux sexes. La première femme Ministre des Eaux et Forêts d'Afrique du Sud, Mme Buyelwa Sonjica, a déclaré que le projet de consensus entre genres, en cours dans son pays, comporte des programmes de formation à la parité destinés aux professionnels et aux praticiens de l'eau. « Donner du pouvoir aux femmes et garantir leur accès à l'eau, voilà qui est bénéfique, à la fois pour les femmes, pour les familles, et pour le pays », a-t-elle souligné.

S'adressant à une table ronde des « Femmes dirigeantes en faveur de WASH », au cours d'une manifestation annexe organisée par la Commission du développement durable (Commission for Sustainable Development - CSD) à New York, en septembre dernier, le Président de Madagascar, M. Marc Ravelomanana a déclaré : « Je n'ai pratiquement jamais vu un homme porter un seau d'eau. La corvée d'eau est une question dont seules les femmes, et jamais aucun homme, se préoccupent. Il serait intéressant de vérifier si, dans des communes gérées par des mairesses, le niveau de priorité de l'eau potable et de l'hygiène est différent de celui constaté dans les communes gérées par un maire ».

L'exemple ci-après, provenant du Zimbabwe, illustre les diffi-

cultés auxquelles les femmes sont confrontées.

Une étude effectuée par des membres féminins du comité a montré de quelle manière la richesse, les relations et le mariage contribuent à définir quelles femmes étaient assez respectées pour représenter les autres en matière de gestion des ressources en eau. Une jeune femme a témoigné : « Je ne peux pas donner l'impression que je prends un rôle leader, dans des réunions auxquelles assistent des femmes plus âgées que moi, car cela pourrait être perçu comme un manque de respect. Je suis une jeune femme, mariée depuis quelques années seulement : c'est la raison pour laquelle je ne peux pas prendre la parole trop souvent, ni prendre l'initiative, dans ce genre de questions. » (M.S. Dikito-Wachtmeister, in *Women's participation in decision-making processes in rural water projects*, District de Makoni, Zimbabwe, 2000).

Bien entendu, une participation accrue des femmes et l'amélioration de l'équilibre entre les deux sexes dans les comités de gestion de l'eau sont éminemment souhaitables. Mais la présence de femmes, dans ces comités, ne doit pas être considérée comme une assurance automatique d'une égalité entre les sexes. Les structures et les normes sociales des sociétés africaines sont telles que,

même si les femmes participent, elles risquent de ne pas se sentir libres de s'exprimer devant des hommes, en particulier lorsque s'exprimer signifie s'opposer aux avis et aux intérêts de ceux-ci. Les femmes peuvent trouver plus expédient, moins coûteux en termes de temps et d'efforts, et aussi plus efficace, de participer de manière informelle à la gestion de l'eau, par l'entremise de divers réseaux sociaux et aussi grâce à leurs contacts et à leurs activités de tous les jours. Quand des femmes se rencontrent auprès d'un puits, pour puiser de l'eau, leurs discussions tournant autour du rationnement et de l'accès à l'eau peuvent être considérées comme de la gestion. Des négociations peuvent intervenir dans différents contextes, et il est important de comprendre de quelle manière les normes sexuées façonnent jour après jour, l'accès à l'eau, le pouvoir et le processus de décision.

Dans les zones périurbaines du Malawi, la participation féminine à la gestion de l'eau s'est avérée particulièrement constructive. Au début, ce sont des gestionnaires hommes qui ont été chargés des points d'eau collectifs. Mais cela s'est avéré inefficace, car ces hommes s'absentaient durant la journée et ils manquaient de compétences en gestion de service public et en gestion financière.

Un nouveau groupe gestionnaire, composé uniquement de femmes, a été constitué, et la gestion tant de l'approvisionnement en eau que de l'assainissement en a été significativement améliorée. Toutefois, cela représentait une tâche lourde, pour les femmes, et le programme observe aujourd'hui une stratégie équitable, dans laquelle l'équipe gestionnaire est composée à parts égales d'hommes et de femmes, la charge de travail et le pouvoir étant partagés entre eux de manière équitable.

La mise au point d'une approche paritaire et socialement adéquate de la planification des ressources en eau implique une phase d'apprentissage qui prend beaucoup de temps et requiert une réflexion critique de la part des praticiens du développement. Un changement social progressif est un processus continu et il est nécessaire de réévaluer les méthodes et les approches en permanence.

Les exemples abondent, qui montrent que des projets et des schémas dans lesquels tant les femmes que les hommes sont impliqués dans le processus de décision ont de meilleures chances de réussir et ce, d'une manière durable.

Depuis le sommet mondial de Johannesburg, plusieurs initiatives mondiales, régionales et

nationales ont été prises, qui visent à contrer la crise en voie d'aggravation grâce à l'amélioration de la gouvernance de l'eau et à la fixation d'objectifs à atteindre en matière d'augmentation des fournitures d'eau à des populations croissantes, dans un contexte général de diminution de la pauvreté, d'amélioration de la santé publique et de développement durable.

La campagne WASH

Il est intéressant de remarquer qu'au cours de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement (*International Drinking Water Supply and Sanitation Decade*) (1981-1990), l'assainissement n'a été que très rarement mentionné, pour ne pas dire occulté. Toutefois, quand les dirigeants du monde entier se sont réunis au Sommet du Millénaire de l'ONU, en 2000, ils n'ont pas vu dans l'assainissement un objectif à part. C'est ainsi que le programme WASH, (*Water, Sanitation and Hygiene for All - De l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour tous*) a été lancé par le WSSCC (Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement), en vue d'une pro-

motion politique et d'une plus grande prise de conscience par l'opinion publique de la possibilité d'avoir une meilleure santé grâce à un assainissement et à une hygiène améliorés. Bien que les résultats de diverses recherches aient montré que la qualité de l'eau ne suffit pas à elle seule à produire l'impact désiré en matière de réduction de la morbidité et de la mortalité infantiles, l'eau avait toujours été prise en considération à part de la question de l'assainissement, et les deux volets n'avaient encore jamais été intégrés dans une même politique. La campagne WASH a été lancée en collaboration avec de nombreux gouvernements, et tous les partenaires concernés au sein du système des Nations unies, ainsi que des organisations de la société civile. Cela a permis de placer l'assainissement et l'éducation à l'hygiène

au centre de l'agenda du développement durable. En avril 2005, la 13^e session de la Commission du développement durable (*Commission for Sustainable Development*) - CSD-13 - a entériné à l'unanimité « le soutien aux pays en matière d'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi que de l'éducation sanitaire, notamment au moyen d'un *lobbying* social et de campagnes publiques d'information, telle que WASH (« *water, sanitation and hygiene for all* »), ainsi qu'en améliorant la compréhension des relations existant entre l'assainissement, l'hygiène et la santé. » De plus, cette CSD-13 a également recommandé de « soutenir les initiatives régionales et inter-régionales existantes du Programme mondial WASH pour l'eau et l'assainissement ».

La campagne WASH a fait bouler de neige, donnant nais-

sance à un mouvement mondial en expansion. En Afrique subsaharienne, les efforts les plus énergiques ont concerné le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Zimbabwe.

Appartenance sexuelle et accès à l'assainissement

L'accès à un assainissement de base est défini par le Plan de mise en œuvre de Johannesburg comme le moyen sanitaire permettant d'éliminer les excréments. Cela pourrait simplement désigner la désinfection des excréments humains - au moyen de la lyophilisation ou du compostage - afin de les rendre propres au recyclage dans les champs cultivés, comme cela est largement pratiqué dans un pays comme la Chine, notamment. L'accès à des latrines rudimentaires pourrait, dans ce cas, être considéré comme plus avancé que l'assainissement « naturel » - il s'agit en effet d'un assainissement amélioré. La santé et les avantages environnementaux retirés de l'assainissement (rudimentaire et amélioré) bénéficient à la communauté au

Dans plusieurs districts sanitaires du Lesotho, le comité de l'eau d'un village élit un « gardien de l'eau », à qui on confie les outils permettant l'entretien du réseau d'adduction et des latrines. Un fonds de maintenance est collecté auprès des villageois ; il est géré par le comité de l'eau. Dans un de ces districts sanitaires, 90 % de ces « gardiens » de l'eau

sont, en réalité, des gardiennes. Si les villageois ont ainsi tendance à élire des femmes, c'est parce qu'elles ont une grande expérience de la gestion de l'eau et de l'assainissement, et aussi parce qu'elles sont plus rapidement disponibles et plus directement impliquées dans les questions touchant à la santé familiale et à l'hygiène.

sens large, les gouvernements et les collectivités locales ont un intérêt bien compris à étendre l'accès à cette amélioration des conditions de vie.

L'absence d'assainissement et une hygiène déficiente causent la transmission d'épidémies de diarrhée, de choléra, de fièvre typhoïde et de nombreuses infestations parasitaires.

L'incidence de ces affections a un impact négatif important sur la santé et la nutrition des enfants, ainsi que sur leur scolarité, et elle contribue à un absentéisme scolaire élevé. Dans la seule Afrique sub-saharienne, ce sont 769 000 enfants de moins de cinq ans qui sont décédés, chaque année, à cause de diarrhées, durant la période 2000-2003. Cela correspond à plus de 2 000 morts d'enfants chaque jour, dans une région où seuls 36 % de la population ont accès à des moyens sanitaires présentant des garanties d'hygiène.

Il est particulièrement important de faire une distinction entre les sexes, en matière d'installations d'assainissement.

Souvent, la disponibilité de latrines, dans les écoles, permet aux filles d'accéder à l'éducation, en particulier à l'âge de la puberté, du fait qu'elles leur garantissent une intimité et une dignité. Il est très important que les institutions

publiques ouvertes le plus fréquemment à un large public - comme les écoles et les centres de santé - deviennent des centres d'apprentissage et de démonstration pour la bonne hygiène et ses bienfaits. Mieux, la conception et la localisation de latrines près des habitations peut contribuer à la réduction des violences faites aux femmes, qui peuvent se produire là où des femmes doivent encore aller se soulager dans la nature, à la nuit tombée. Certaines femmes peuvent même souffrir de troubles digestifs parce qu'elles doivent attendre que la nuit soit tombée pour aller à la selle à l'extérieur.

Une attention particulière doit être apportée à la garantie de l'intimité et de la sécurité, en particulier pour les filles et les femmes (notamment dans les lieux publics) ainsi qu'à des installations dont le design prenne en compte des besoins spécifiques, tels ceux des enfants en bas âge et des jeunes filles ayant leurs règles.

Les hommes, les femmes et les enfants qui n'ont pas accès à des sanitaires de base mettent toute leur communauté en danger. Dans une collectivité donnée, l'absence de sanitaires adéquats obère les bénéfices relatifs découlant de l'existence d'un approvisionnement en eau potable. Les

femmes jouent un rôle crucial, en influant sur les comportements des jeunes enfants en matière d'hygiène, et les hommes peuvent - et même, doivent - jouer un rôle de modèle en matière de changement dans les habitudes. Exhortant d'autres responsables féminines, du monde politique ou non, à rejoindre ce combat, Mme Johnson, Ministre norvégienne du Développement international a déclaré : « En tant que femmes, mais aussi en tant que dirigeantes, il est grand temps pour nous de briser le tabou de l'assainissement et d'agir concrètement pour assurer un approvisionnement en eau et un assainissement de qualité ».

Des exemples remarquables existent, au Burkina Faso, au Mozambique, en Zambie et dans d'autres pays, où des projets ont soutenu la construction de latrines pour des jeunes garçons, des filles et leurs enseignants, comportant des lavabos. En mettant l'accent sur la participation des habitants, la Campagne d'assainissement des écoles et d'éducation à l'hygiène (*School Sanitation and Hygiene Education - SSHE*), qui est un projet de l'Unicef et du Centre de l'eau et de l'assainissement IRC aux Pays-Bas, fournit aux écoles primaires une assistance pédagogique pour un coût symbo-

lique, des technologies mises au point localement, très peu chères, et une éducation à l'hygiène développant des bonnes habitudes de tous les jours. Non seulement ces initiatives ont contribué à un environnement plus sûr et plus sain, mais elles ont également encouragé l'éducation des filles. Alors que les plus âgées avaient l'habitude de quitter l'école à cause de l'absence d'intimité, les plus jeunes n'ont plus ce problème : elles restent à l'école et vont jusqu'au bout du cycle primaire.

La mise sur pied de compétences locales

La mise sur pied de compétences locales exige que l'on mette ensemble le plus possible de ressources, de personnes et de technicités. Les politiques et les programmes en matière d'eau potable et d'assainissement doivent être mis en adéquation avec les diverses attentes des femmes et des hommes, et plus largement avec les objectifs de réduction de la pauvreté et de développement durable. Afin d'en garantir la durabilité, la mise sur pied de ces compétences doit se poursuivre au-delà du lancement des projets,

et prévoir une transmission progressive des responsabilités aux personnes chargées de leur mise en œuvre concrète et de leur maintenance. Les agences de développement doivent assurer le financement de formations de suivi, après l'achèvement des infrastructures. L'efficacité économique et l'impact positif d'une approche nuancée en fonction des spécificités liées au sexe, dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, ont été largement prouvés. Cibler les femmes, dans ces formations, pour faire d'elles des modèles à suivre et des « pédagogues » au sein de leur foyer : voilà une manière très rentable d'augmenter tant le niveau de conscience que les compétences.

Le fait de soutenir les techniciennes et autres personnels féminins facilite la réalisation des objectifs fixés en matière d'accès amélioré à une eau saine et à l'assainissement. Dans le district de Mansonyane, au Lesotho, le « gardien de l'eau » du village se voit confier les outils pour l'entretien du réseau d'eau et des latrines. Un fonds de maintenance, collecté auprès des villageois, est géré par le comité de l'eau. Le fait de relier la gestion de l'eau aux autres secteurs concernés par la définition des programmes relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'éducation sanitaire garantit

que les besoins et les aspirations de tous les groupes sociaux seront dûment pris en compte. En Ouganda, un programme scolaire de formation à l'assainissement et à l'hygiène a été pris en charge conjointement par les ministères de l'Eau et de l'Education, placés tous deux sous la responsabilité de ministres femmes. En travaillant ensemble, ces deux ministères mettent sur pied des programmes d'action qui encouragent les filles à acquérir une meilleure formation technique, tant théorique que pratique.

Les femmes ont souvent fait la démonstration de leur esprit d'initiative, en prenant en charge l'entretien du réseau d'eau de leur commune. Au Malawi, des comités des robinets d'eau, composés principalement de femmes, effectuent des visites à pied, en suivant le tracé des conduites, et elles signalent les fuites éventuelles au responsable du village. De telles stratégies locales peuvent être retenues afin de développer des systèmes à coûts réduits, durables et fondés sur les ressources locales.

La mobilisation des ressources

« Même si des fonds spéciaux étaient mobilisés grâce à des donateurs, les projets ne pourraient pas être menés à

bien tant que, préalablement, les gouvernements des pays en voie de développement n'auraient pas restructuré et réorganisé leurs propres finances », dit M. Gourisankar Ghosh, Directeur du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC). *« Les pays en développement doivent tout d'abord réallouer leurs budgets aux secteurs sociaux de la santé, de l'éducation, de l'adduction d'eau et de l'assainissement. Sans la mobilisation des ressources locales, le soutien extérieur ne sera pas soutenable, et il n'atteindra pas toutes les populations non desservies. Il y a un besoin urgent de renforcer la capacité des organismes locaux, des gouvernements locaux et des collectivités, et notamment des groupes de femmes »,* a-t-il ajouté.

Les organisations et les réseaux de femmes - formels et informels - peuvent jouer un rôle important et stimulant dans la mobilisation en vue de projets équitables de gestion de l'eau et des terres. Mais dans les pays en développement, et en particulier en Afrique, les femmes n'ont bien souvent pas accès à des moyens tels que les micro-ordinateurs et le réseau Internet, qui leur permettraient de diffuser leurs idées et de postuler à divers fonds d'aide. Former des femmes à la gestion de projets et aussi à la collecte de fonds peut les rendre capables de lancer de nouveaux projets et de contribuer

de manière indépendante à la lutte contre la pauvreté. Le financement peut aussi provenir de compagnies privées locales ou d'entrepreneurs susceptibles d'être encouragés au moyen de programmes incitatifs gouvernementaux. Toutefois, les femmes ayant en général un accès limité au crédit, ces programmes incitatifs devraient être mis à leur portée, éventuellement sous la forme de micro-crédits.

Les foyers peuvent apporter une contribution en nature, en creusant des latrines ou en construisant des captations et des citernes pour recueillir l'eau pluviale. Il conviendra d'accorder suffisamment d'attention à un partage domestique plus équitable de l'argent et du travail à fournir afin d'assurer la fourniture d'eau potable et de l'assainissement tant aux femmes qu'aux hommes. Le montant des tarifs couvrant les coûts normaux de fonctionnement et de maintenance des installations devrait être adapté aux conditions locales : les quittances pourraient, par exemple, être cumulées autour de la période des récoltes, et prendre en compte les autres débours incontournables, à d'autres périodes de l'année.

La part prise par les femmes dans la construction et l'entretien d'installations d'ad-

duction d'eau et d'assainissement est multiple : elle va de la récolte de fonds jusqu'à la participation active aux travaux de construction, ou la maintenance préventive et les réparations du réseau, en passant par le fait de donner des heures de travail pour payer la facture d'eau. Dans plusieurs projets de l'ONU relatifs à l'eau en Afrique, on a constaté que les femmes sont les gestionnaires les plus efficaces, là où l'eau a été utilisée afin de générer des revenus et aussi dans les cas où les femmes gardent le contrôle des revenus acquis grâce à leurs micro-entreprises. Les coopératives de femmes liées à des points d'eau, par exemple en Mauritanie, s'avèrent très dynamiques, dès lors que les femmes ont réellement le pouvoir de prendre une place plus active et prééminente dans la gestion de l'eau, grâce à la création de capacités et à l'obtention de crédits. Au Lesotho, les femmes ont pour tradition d'épargner des petites sommes, chaque mois, pour des choses importantes. Ces sources traditionnelles d'investissement pourraient être utilisées pour financer des installations d'eau et d'assainissement si elles étaient soutenues par de l'argent frais provenant d'ONG ou d'autres sources de finan-

cement. D'après la Ministre d'Etat ougandaise de l'Eau, son ministère s'efforce actuellement de mobiliser des femmes pour qu'elles gèrent des toilettes publiques et qu'elles collectent de l'argent en rémunération de leur travail. Il encourage également les gestionnaires locaux à reprendre certaines sociétés privées, et les femmes se débrouillent bien, dans ce processus d'adjudications.

Il faut susciter un saut qualitatif

Des approches de la gestion des ressources en eau et de l'assainissement qui soient sensibles aux spécificités propres à l'un et l'autre sexe sont éminemment souhaitables si l'on veut atteindre les objectifs d'efficacité, d'équité sociale et d'égalité entre les sexes. Les Objectifs de développement du millénaire (*Millennium Development Goals - MDG*) ne seront sans doute pas atteints tant qu'on n'aura pas intégré les perspectives sexuées aux activités de planification et de mise en œuvre. Des approches décisives, visant à assurer des services de fourniture d'eau et d'assainissement plus fiables, plus respectueux de l'environnement et mieux gérés, sont essentielles si l'on veut atteindre les objectifs

fixés, mais aussi assurer tant l'équilibre écologique actuel que la satisfaction des besoins des générations à venir. Toutefois, des objectifs sociaux et économiques tels que l'élimination de la pauvreté, la promotion de la participation sociale de groupes marginalisés, le soutien à la résilience des personnes les plus vulnérables et l'assurance que les ressources seront convenablement gérées par ceux qui les utilisent ne seront atteints qu'à la condition expresse qu'on mette plus l'accent sur les relations sociales et les relations de pouvoir. Adopter des approches nuancées en fonction des sexes, cela signifie qu'il faut repenser les approches traditionnelles, et donc opérer un véritable saut qualitatif.

Vers la fin des années 1980, il existait un consensus international, chez les planificateurs et les gestionnaires politiques de terrain, sur le fait qu'une approche consistant en des solutions orientées ingénierie, décidées en haut lieu et imposées du haut vers le bas, n'était pas viable. Les Nations unies ont décidé de faire de la décennie 2005 - 2015 une « Décennie de l'eau pour la vie » (*Water for Life Decade*). Puisque nous entrons dans cette décennie, rappelons certaines des leçons apprises tout au long de la décennie écoulée :

- ✓ la décentralisation et la participation des collectivités, en particulier de femmes, sont essentielles tant pour la réalisation des objectifs fixés que pour leur durabilité ;
- ✓ une approche fondée sur des subventions cachées ne saurait aboutir à une solution permanente ;
- ✓ il faut donner aux gens les moyens, non seulement de mettre en œuvre la chaîne de production des moyens d'entretien, mais aussi de la créer ;
- ✓ il faut, dès le début, impliquer les femmes dans l'éducation et la prise de conscience, ainsi que dans la durabilité et de plus grands impacts en matière de santé et de développement ;
- ✓ il faut donner aux gens l'opportunité d'accéder à des fonds catalytiques qui les rendent capables de mobiliser par eux-mêmes des ressources complémentaires ;
- ✓ certaines modifications des comportements sont indispensables si on veut mener à bien les objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène ;
- ✓ une approche intégrée est nécessaire, non seulement en matière de gestion de l'eau, mais aussi pour obtenir des impacts plus importants sur la santé, l'éducation, l'égalité entre les sexes et le développement économique ;
- ✓ le gouvernement doit à la fois jouer les rôles de *leader*, de

promoteur, de catalyseur et d'incitateur, mais il faut garder à l'esprit qu'un partenariat, à égalité, de la société civile et d'autres contributeurs engagés à des titres multiples est la condition du succès.

Comme l'ont montré ces exemples, il y a beaucoup de preuves de l'impact que peuvent avoir les efforts déployés pour mettre les intérêts des femmes au centre de la planification et de la mise en œuvre de l'assainissement de l'eau et des programmes d'hygiène, et aussi de ce qui se produit effectivement lorsque les femmes se voient confier des rôles décisionnels, ou quand elles décident, de leur propre mouvement, d'assumer un rôle clé. Ces preuves ne nous parviennent pas seulement de l'Afrique, mais aussi d'autres régions du monde. Mais l'impact fondamental est partout le même : partout, il a été constaté une prise de responsabilité des femmes, au sein de leur famille, et dans les sociétés auxquelles elles appartiennent.

L'implication des femmes dans la planification et la conception des initiatives d'adduction d'eau et d'assainissement a pour résultat de faire profiter tout le monde de service sûrs, bien gérés et pratiques, qui à leur tour, contribuent à une meilleure santé, à un meilleur environnement en termes d'hy-

giène, à des standards plus élevés dans le domaine des soins infantiles et à des revenus accrus. Mais cela ne vaut malheureusement pas, bien entendu, pour tous les pays d'Afrique.

Afin de garantir que la perspective respectueuse des différences entre les sexes a bien été intégrée avec succès à l'agenda mondial de l'eau et de l'assainissement, il est essentiel de plaider en faveur de l'engagement direct tant des femmes que des hommes, à tous les niveaux : gouvernements nationaux, organisations de la société civile, donateurs et organisations internationales. Les gouvernements doivent prendre le clair engagement d'intégrer de manière explicite les programmes d'adduction d'eau et d'assainissement à leurs stratégies nationales de développement et de lutte contre la pauvreté, et de tout mettre en œuvre afin de faire en sorte que la lutte contre les disparités entre les sexes représente le fil rouge de ce programme.

En ce qui concerne l'Afrique, qui est le seul continent à courir déplorablement après les efforts déployés afin d'atteindre les Objectifs de développement du millénaire, l'urgence est d'autant plus pressante. Etant donné qu'il ne nous reste plus que dix années, le

moment d'agir, c'est : TOUT DE SUITE !

*Traduit de l'anglais
par Marcel Charbonnier.*

Note

(*) Mme Eirah Gorre-Dale est Représentante spéciale du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (Water Supply and Sanitation Collaborative Council - WSSCC) auprès de l'ONU, à New York. Elle est membre de « l'équipe spéciale inter-organisations sur le rôle des femmes dans la gestion de l'eau » (Interagency Task Force on Gender and Water), un sous-programme de l'ONU-Eau (UN-Water).